

Motion de solidarité avec le Dispensaire Social d'Helliniko !

Nous venons d'apprendre que le Dispensaire Social Metropolitain Helliniko (MKIE) à Athènes est à nouveau menacé d'expulsion au profit du plus grand projet de privatisation d'un front maritime urbain en Europe. Les membres du dispensaire ont en effet reçu une lettre de notification de "Helliniko SA" le 11 février 2020 leur signifiant leur expulsion pour le 15 mars. C'est la deuxième fois que le dispensaire est menacé. Lors de la première tentative d'expulsion, l'indignation des patients et de nombreux citoyens avait permis une large mobilisation en Grèce et à l'étranger. Des manifestations avaient eu lieu en Allemagne et en Belgique, des personnalités du monde artistique, scientifique, médical, des membres du parlement européen avaient aussi manifesté leur soutien. Cette mobilisation avait fait reculer "Helliniko SA". Le gouvernement grec de l'époque avait déclaré que le dispensaire pourrait continuer de fonctionner à son emplacement d'origine au moins jusqu'à ce que l'on trouve un autre endroit convenant à son but et facile d'accès pour les patients.

Cette fois encore, nous ne pouvons accepter cette menace d'autant plus qu'elle n'a d'autre but que de permettre au grand promoteur Lambda development d'exploiter ce terrain important. Le délai très bref vise sans doute à empêcher la construction d'une mobilisation solide. C'est ce que nous décidons d'essayer de contrer.

En 2016, la CGSP-ALR avait organisé une récolte de médicaments et de matériel médical qu'une délégation avait portée jusqu'au dispensaire.

Nous avons pu constater la façon extrêmement rigoureuse avec laquelle les bénévoles travaillant à la pharmacie du dispensaire classaient et pouvaient ainsi distribuer de façon efficace les médicaments reçus. L'expulsion dans ce délai si court aurait aussi pour effet de faire jeter des milliers de boîtes de médicaments, de lait maternisé... Cela alors même que le dispensaire fournit des médicaments non seulement aux patients qui s'y rendent mais aussi aux maisons de soins, aux centres d'accueil de réfugiés et de migrants et même à des institutions et à des hôpitaux publics, tant ces médicaments manquent sur le marché grec. Par cette expulsion, ils détruiraient un cabinet dentaire opérationnel, un cabinet de cardiologie opérationnel, tous deux équipés avec du matériel et des fournitures provenant de dons nombreux.

Nous ne pouvons pas accepter cela.

Les bénévoles qui travaillent au dispensaire sont pour beaucoup d'entre eux, des médecins, des pharmaciens, des travailleurs et des travailleuses des soins de santé qui consacrent au dispensaire des heures de leur temps libre. L'expulsion les empêcherait de continuer leur travail de solidarité.

Nous ne pouvons pas accepter cela.

Nous savons depuis des années que la situation qui se développe en Grèce préfigure ce qui se passe chez nous. Depuis sa fondation, en 2011, le dispensaire auto-géré a donné des soins gratuits à plus de 8000 personnes réparties sur plus de 72000 visites, une moyenne de 1500 soins par mois avec un pic au plus fort de la crise en 2014-2015. Et cela continue aujourd'hui alors que la Grèce est soi-disant sortie de tutelle financière, 450 à 500 personnes bénéficient encore chaque mois de soins au dispensaire. Une grande partie des Grecs se trouvent en effet encore exclus de toute couverture sociale. Le dispensaire Helliniko est le plus grand et s'il n'est pas le seul dispensaire en Grèce

actuellement, tous travaillent à la limite de leur capacité. S'il ferme, c'est une menace pour tous les dispensaires de Grèce et les patients ne sauront vers qui se tourner.

Nous ne pouvons pas accepter cela.

Comme il est dit dans une lettre ouverte adressée par le dispensaire au gouvernement grec : "Ils veulent nous expulser sans donner de solution alternative, ils veulent démolir un bâtiment de 200 mètres carrés et la clinique qu'il abrite et qui soutient les exclus de la société grecque, victimes des programmes d'ajustement économique soutenus par les gouvernements grecs de 2010 à aujourd'hui."

Nous ne pouvons pas accepter cela.

Nous soutenons le MKIE dans sa juste revendication de pouvoir continuer son travail sur le lieu qu'il occupe maintenant, un lieu connu des patients, facile d'accès et où de nombreux aménagements ont permis de constituer une infrastructure très efficace. Si le gouvernement grec persiste dans cette expulsion, il fera la démonstration qu'il soutient des projets qui vont à l'encontre des citoyens les plus fragilisés par la décennie de récession que vient de passer la Grèce.

Nous le soutenons aussi dans sa vision de ce que doit être une politique de santé juste. Si ce type de dispensaire est actuellement indispensable, le but n'est pas de les rendre pérennes mais d'arriver à ce que la politique globale redonne aux services publics la place qu'ils doivent avoir dans le système des soins de santé. Ce sont les coupes budgétaires féroces qui ont établi le sous-financement et le dysfonctionnement du système de santé grec comme la norme et qui ont conduit à la création de ces dispensaires. Ces dispensaires luttent aussi contre ces dysfonctionnements.

En cela, nos luttes se rejoignent. La CGSP ALR soutient donc avec force le combat que les camarades de la Clinique Elliniko s'apprêtent à mener. La solidarité est notre arme !

Pour envoyer vos messages de solidarité :

CLINIQUE SOCIALE MÉTROPOLITAINE D'ELLINIKO

TÉLÉPHONE: +30 210 9631950

ADRESSE: Ancienne Base militaire américaine,

(à 200m du poste de la police de circulation de la commune d'Helliniko, à côté du Centre Culturel d'Helliniko)

Code postale TK16777, Elliniko, Attiki, Greece

Website: <http://www.mkiellinikou.org/en/>

Email: mkiellinikou@gmail.com

Bruxelles, 06/03/2020,

